



MAIRIE DE  
SAINT-OUEN-SUR-SEINE  
DVD

République Française  
Liberté, Égalité, Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° AR/22/741

**Objet : Arrêté temporaire portant réglementation de la circulation du 21 au 41 rue Pierre, du 1er août au 12 octobre 2022.**

### **Le Maire de Saint-Ouen-sur-Seine,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code pénal

**VU** la délibération du 12 décembre 2002 déclarant d'intérêt communautaire l'ensemble de la voirie du territoire de la communauté d'agglomération Plaine commune à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, mais sans qu'il y ait transfert des pouvoirs de police du Maire

**VU** la délibération du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2008, approuvant le règlement de voirie, règlement modifié par délibération en date du 28 mai 2013

**CONSIDERANT** que l'entreprise PRODEMO 137 avenue de Lattre de Tassigny 93800 EPINAY SUR SEINE représentée par Monsieur Adrian URSU, va procéder à la mise en place d'une emprise dans le cadre du désamiantage et de la démolition de bâtiment, du 21 au 41 RUE PIERRE, du 1<sup>er</sup> août 2022 au 12 octobre 2022 inclus,

**CONSIDERANT** que, pendant toute la durée des travaux, il est nécessaire d'assurer la sécurité publique et pour cela de déroger à la réglementation permanente de la circulation,

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

À compter du 01/08/2022 et jusqu'au 12/10/2022, du 21 au 41 RUE PIERRE, un rétrécissement de chaussée, compte tenu d'un empiètement temporaire sur une partie de la chaussée, entraîne une modification des conditions de circulation.

La circulation sera réduite à une voie avec mise en place d'un alternat temporaire et gérée par feux tricolore. Les travaux auront lieu sur trottoir, sur chaussée. Un passage de 1,40 m minimum devra être maintenu sur trottoir opposé avec déviation signalée et sécurisée.

#### **Article 2 : Signalisation et sécurisation**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par le demandeur pendant toute la durée des travaux.

Les ouvertures de chaussée seront remblayées ou pontées chaque soir par l'entreprise chargée des travaux.

Toutes les mesures devront être prises pour protéger les usagers du domaine public au droit des travaux.

L'entreprise chargée des travaux est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Cet arrêté doit être affiché 48 heures avant le début des travaux et au moins à chaque extrémité du chantier, par les soins de l'entreprise en charge des travaux.

#### **Article 3 - Autres obligations administratives**

Cet arrêté ne vaut pas autorisation d'occupation du domaine public pour les installations en surplomb, sur ou sous le domaine public. Le bénéficiaire devra en faire la demande indépendamment le cas échéant.

Le bénéficiaire doit laisser l'accès, par quelque moyen que ce soit, aux installations de sécurité et de protection civile.

#### **Article 4 - Responsabilité**

Si le technicien du service Voirie de Plaine commune, constatait un manquement au niveau de la sécurité ou de la propreté du chantier ou de ses proches alentours, ce dernier pourra intervenir pour faire arrêter le chantier immédiatement jusqu'à la mise en conformité dudit chantier.

De même, dans le cas où le chantier ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment ou pour tout dégât occasionné au domaine public, l'entreprise en charge des travaux sera mise en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge de l'entreprise.

Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès-verbal et les contrevenants pourront être poursuivis conformément à la loi.

Cet arrêté est révoquant à tout moment.

#### Article 5 - Recours

Le présent arrêté est opposable aux tiers dès sa publication.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, il pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès de la juridiction administrative compétente, dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

#### Article 6 - Diffusion

Ampliation sera adressée à :

PRODEMO, Maire de Saint-Ouen sur Seine ainsi qu'à tous les agents de la force publique, chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le 19 JUIL. 2022

Le Maire,

Karim BOUAMRANE  
Maire de Saint-Ouen-sur-Seine



Transmis à la préfecture de la Seine-Saint-Denis le

Publié ou affiché le 19 JUIL. 2022

Notifié le

Certifié exécutoire le 20 JUIL. 2022

En application de l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales



Pour le Maire et par délégation  
Directrice Générale Adjointe des Services  
Hélène STREIFF-NIKONOFF